

RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION ITURI

Zones de santé de Angumu et Logo,

Septembre 2025



Visite DRC au site des PDI à Linga.

Ce document couvre les activités d'aide humanitaire avec le soutien financier du Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO) du Royaume Uni. Les opinions qui y sont exprimées ne doivent en aucun cas être interprétées comme un avis officiel du Royaume Uni. Le Royaume Uni ne peut être tenu responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans ce document.



Sommaire

Résumé exécutif	3
Recommandations	4
Mise à jour du contexte	5
Méthodologie	6
Sécurité physique et mouvements	7
Accès aux services sociaux de base	8
Protection communautaire	9
Violences Basées sur le Genre	10
Protection de l'enfance	11
Cohésion sociale.	12

1 Résumé exécutif



Protection générale : Au mois de septembre 2025, la situation de protection dans les zones de santé (ZS) de **Logo** et **Angumu** est restée la même comme le mois précédant et caractérisée par *l'intensification d'abus et violations des droits humains contre les civils*. On note la montée de **25%** des violations des droits à la liberté comparativement au mois d'août 2025. Des incursions nocturnes menées par des acteurs armés non étatiques à Jalusene et kaswa1, des abus commis par des militaires ougandais dans les camps de pêche sur le lac Albert et taxes illégales perçues par des présumés FARDC augmenteraient les risques d'entrave aux droits à la liberté. Selon 33% des Informateurs clés (IC) dans la ZS d'Angumu et 92% dans celle de Logo, la situation de protection a toujours été volatile. Elle s'est caractérisée par plusieurs abus des droits principalement par des acteurs armés.

Des mouvements de retour des PDI en provenance des sites des PDI de Pacira, Udrua, villages Lanyi et Panyadong vers la zone de santé de Tchomia ont été enregistrés au début du mois de septembre 2025. Ce retour serait motivé non seulement par une accalmie précaire observée dans la zone de provenance des PDI mais aussi les conditions de vie difficiles dans la zone de déplacement.

L'arrivée de nouvelles vagues des PDI dans les deux ZS a été signalée par 67% des FGD en ZS d'Angumu et 100% dans celle de Logo. La même situation a été confirmée par des IC à 33% dans la ZS d'Angumu et 92% dans celle de Logo. La continuation des affrontements entre acteurs armés dans le territoire de Djugu augmente davantage les risques de déplacement dans la zone.

Par ailleurs, 89% dans IC dans la ZS d'Angumu et 100% dans celle de Logo ont indiqué que les relations sont bonnes entre PDI et la communauté hôte. Toutefois, on note une crise de cohabitation entre PDI et résidents en localité Linga. L'absence prolongée d'une assistance aux PDI aurait augmenté leur dépendance à l'égard de la communauté hôte et fragilise la bonne cohabitation.

On note une augmentation de 25% des violations liés à la restriction des mouvements et privation des libertés au mois de septembre 2025 suite aux cas d'enlèvement et arrestations arbitraires.



» Les violences basées sur le genre : Au mois de septembre 2025, 18% des incidents de protection documentés sont des violences basées sur le Genre, soit une diminution de 4% comparativement au mois précédent. Les cas de violences sexuelles (viols) sont les types de VBG les plus récurrents (33%). Il s'observe une petite amélioration de l'environnement protecteur en zone de santé d'Angumu qui se justifie par le déploiement de quelques éléments des forces de l'ordre et de sécurité, notamment à Dabu et Linga.

Cependant, **18 cas des VBG** ont été documentés durant les activités de Monitoring de protection contre **22 cas pour le mois précédent**. Toutes les survivantes ont été admises dans le processus de gestion des cas. Il a été renseigné par les IC que les survivantes ont accès aux services dans leurs localités.



» Protection de l'enfance : Les IC et les FGD ont indiqué qu'il existe plusieurs problèmes de protection de l'enfant. Parmi ces problèmes on peut citer les abus sexuels, le travail d'enfants, la maltraitance des enfants, la présence d'enfants non accompagnés et séparés, le manque d'accès à l'éducation et l'abandon des enfants. Parmi les services disponibles aux enfants, les IC ont noté l'existence des EAE, la formation professionnelle, le soutien médical et la gestion des cas. Il faut noter que certains enfants PDI n'ont pas accès à l'éducation à la suite de l'insuffisance des places dans les écoles d'accueil. D'après 40% des IC en ZS d'Angumu et 79% dans celle de Logo, il existe des enfants qui se sont séparés de leurs familles biologiques et qui sont hébergés dans la communauté hôte. Au mois de septembre, on a enregistré une légère diminution des violations ayant touché les enfants (3%). Cela ne signifie pas une amélioration de la situation de protection de l'enfance dans les deux ZS. La faible présence d'acteurs intervenant dans la réponse en protection de l'enfant dans la zone et la moindre dénonciation des cas, seraient les principales causes.

2. Recommandations

» Protection générale

- Des cas d'enlèvement des civils ont été enregistrés au camp de pêche à Kaswa1 et Kaswa2 par des militaires ougandais et certains éléments FARDC augmentant le risque d'entrave à la liberté dans la zone. **Il est indispensable de mener un plaidoyer auprès de l'Administrateur militaire du territoire de Mahagi pour renforcer la protection des civils dans les localités riveraines du lac Albert.** (Coordination du Cluster Protection en ITURI).
- Des acteurs armés (CODECO) seraient auteurs d'enlèvement des civils PDI dans les aires de santé de Jalusene et Bedju. Ils alimenteraient également une crise de cohabitation entre deux communautés (Alur et Lendu) à la suite des menaces qui pèseraient uniquement sur une même communauté (Alur). La faible présence des forces de l'ordre et de sécurité dans la zone serait à la base de cette menace. **Il est important de mener un plaidoyer auprès du gouverneur militaire de l'Ituri pour renforcer la sécurité des civils sur les limites entre les territoires de Mahagi et Djugu** (Coordination du Cluster Protection en ITURI).
- Des mouvements de retour des PDI dans leurs villages de Provenance en territoire de Djugu ont été enregistrés au mois de septembre 2025. Des conditions de vie difficiles dans les sites des PDI seraient à la base de ce retour en dépit de la situation sécuritaire volatile dans leur localité

d'origine. Il est important de mobiliser les acteurs pour des interventions multisectoriels en faveur des PDI en Zone de santé d'Angumu (OCHA, CCCM et Coordination du Cluster Protection en ITURI).

» Violences Basées sur le Genre.

- Des cas des VBG sont récurrents dans les deux ZS et principalement le viol. Les zones d'approvisionnement en vivres seraient les plus dangereuses et exposent les femmes aux risques. **Il est important de renforcer l'autonomisation économique des femmes et jeunes filles afin de contribuer à réduire les risques des violences basées sur le genre dans les zones à forte concentration des PDI** (Acteurs de la protection et GBV AoR).

» Protection de l'enfance

- Certains enfants PDI n'ont pas accès à l'éducation suite à l'insuffisance des espaces dans les écoles de la zone d'accueil (Angumu). **Il est important de mobiliser les acteurs pour renforcer la réponse en éducation dans les zones de déplacement** (DIVAS, Cluster Protection CP AoR et GTPE).

3. Mise à jour du contexte

La situation de protection pour la période sous examen a été marquée par quatre menaces de protection en zones de santé d'Angumu et Logo à savoir : des affrontements entre acteurs armés suivi des déplacements forcés des civils sur les limites entre les territoires de Djugu et Mahagi, une tension communautaire entre habitants en ZS de Logo, l'enlèvement des pêcheurs par des militaires ougandais aux environs du lac Albert, des incursions et une pression exercée par un groupe armé sur des PDI pour un retour.

Des militaires ougandais multiplieraient des abus des droits sur les civils congolais aux environs du lac Albert. Le 22 septembre 2025, ils auraient mené une incursion au camp de pêche à Kaswa1. Au cours de leur incursion, **neuf (9)** civils majoritairement des PDI avaient été enlevés et amenés vers une destination inconnue. Les victimes avaient été libérées deux jours après moyennant une rançon pour chacun.

Des affrontements entre acteurs armés entre FARDC et CRP en groupement Nyamamba au village Sabe/Djugu ont été signalés le 22 septembre 2025. Environ **147 ménages de 481 personnes** avaient été contraint aux déplacements vers la zone de santé d'Angumu aux sites des PDI de Pacira, Udrua et Mbuya.

Des acteurs armés (CODECO) continueraient à s'attaquer aux civils lors des incursions aux villages Juru, Lenge et Jalusene. Des habitats seraient ciblés nuitamment dans leurs maisons puis amenés en brousse en territoire de Djugu pour des fins pécuniaires (rançons). Ces pratiques rendent particulièrement vulnérables les hommes et femmes disposant des petits moyens de survie. La quasi-absence des forces de l'ordre et de sécurité dans cette agglomération augmente le risque d'enlèvement sur les civils.

Une crise de cohabitation entre la communauté Lendu et Alur serait signalé au village Ajupabok sur la limite entre les deux territoire (Djugu et Mahagi). Cette situation résulterait d'un cas de meurtre d'une femme de la

communauté Lendu par des inconnues dont son corps avait été retrouvé jeté en brousse à Dudra. La communauté de la défunte reprocherait l'autre partie d'avoir orchestré ce meurtre. Dès lors, un climat de méfiance règne entre les deux parties. Des risques d'implication des acteurs armés actifs dans cette zone restent élevés.

Des PDI en familles d'accueils à Jalusene et Juru seraient les plus ciblées pour des enlèvements vers Uketa, aboro, pakenge-nyina et Sasa (territoire de Djugu) par des acteurs armés. Ils seraient également ciblés pendant les mouvements vers les champs pour se ravitailler en vivres dans leurs villages de provenance. La quasi-absence des forces de l'ordre et de sécurité dans cette zone augmente cette menace.

Trois barrières ont été érigées par des présumés FARDC dans le camp de pêche à Kaswa1 et Kaswa2 en zone de santé d'Angumu depuis le 04 septembre 2025. Dès lors, les civils y sont contraints au paiement des taxes avant d'accéder au lac Albert. Cette situation limite la liberté des mouvements pour la population riveraine du lac Albert et augmente la vulnérabilité des PDI qui vivent de la pêche.

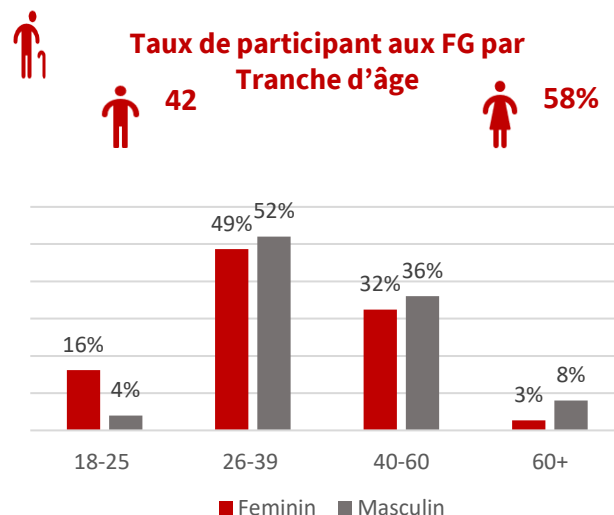
Dans les aires de santé de Juru, Lenge et Jalusene, des acteurs armés non étatiques continueraient à occuper des champs appartenant aux PDI sur les limites avec le territoire de Djugu (aboro, pakenge-nyina) dans l'aire de santé de Jalusene et leur empêcheraient d'y accéder. Ces acteurs armés conditionneraient l'accès au champ par le retour dans la zone d'origine pour les PDI. Cette situation augmente la dépendance des PDI à la communauté hôte et accentue leur vulnérabilité.

4. Méthodologie

Le mois de septembre 2025, **21 entretiens individuels** ont été organisés avec des informateurs clés (IC), dont 9 dans la ZS d'Angumu et 12 dans celle de Logo. Le profil des participants est composé des membres de RECOPE, des leaders communautaires, des animateurs des espaces amis d'enfants, des commerçants et des membres des structures féminines. Dans les deux ZS (Logo et Angumu), la participation des femmes dans les entretiens avec les IC était de 48% et celle des hommes 52%. Les statuts des participants étaient constitués à 48% des retournés, 29% des PDI et 24% des membres de la communauté hôte.

Cependant, **31 focus groups (FGD)** ont été organisés, dont 17 dans la ZS d'Angumu et 14 dans celle de Logo. Ces FGD ont permis d'entrer en contact avec 337 participants dont **163 personnes** en ZS de Logo et **174 personnes** en ZS d'Angumu et **17 personnes en situation d'handicap**.

Le taux de participation était de 36% des retournés, 24% des membres de la communauté hôte et 39% des PDI.

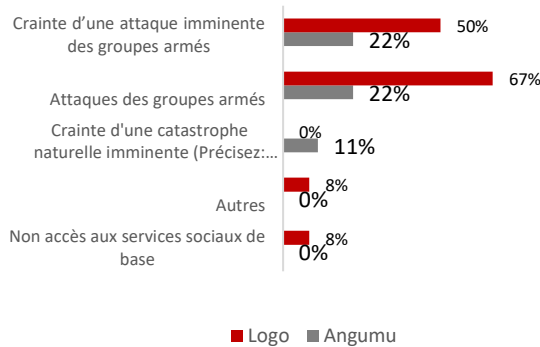


5. Sécurité physique et mouvements

Mouvement des populations

Lors des entretiens Individuels, 33% des IC dans la ZS d'Angumu et 92% dans celle de Logo ont confirmé l'arrivée des nouvelles vagues des PDI au cours du dernier mois. Cette situation a été également confirmée par 59% des FGD en ZS d'Angumu et 100% des FGD dans celle de Logo. Ces affirmations n'ont pas été différentes avec celles du mois précédent dont les IC et FGD ont indiqué à 77% en ZS d'Angumu et 67% dans celle de Logo l'existence des nouvelles vagues des PDI dans leurs localités. Il ressort de ce qui précède que les mêmes mouvements de retour ont été observés pour le mois précédent. Des incursions menées par des acteurs armés, des menaces au retour forcés auraient été à la base des déplacements dans certaines localités. On a noté des mouvements retour des PDI dans leurs villages de Provenance en territoire de Djugu à Tchomia. Ces retours ne rassurent pas une nette accalmie dans la zone, il s'agirait des conditions de vie difficiles dans la zone de déplacement, l'augmentation d'abus des droits humains commis sur les civils par des acteurs armés qui ont précipité les PDI à regagner leurs villages en dépit du contexte sécuritaire volatile. Les deux ZS (Angumu et Logo) connaissent deux types de mouvement dont l'arrivée et le retour. Les IC ont indiqué que les principales causes des déplacements sont les craintes des attaques éminentes par des acteurs armés (déplacement préventif), les attaques des acteurs armés non étatiques et la crainte des catastrophes naturelles.

les causes principales des mouvements de population (IC)



Des affrontements entre acteurs armés entre FARDC et CRP en groupement Nyamamba au village Sabe/Djugu ont été signalés le 22 septembre 2025. Environ **147 ménages de 481 personnes** avaient été contraints aux déplacements vers la zone de santé d'Angumu aux sites des PDI de Pacira, Udrua et Mbuya.

Le 19 septembre 2025, des incursions menées par des éléments de la CODECO aux villages Ruvunga et Musongwa avaient été à la base d'un déplacement d'environ **56 ménages de 193 personnes** vers Site des PDI de Mbuya et Yaba dans l'aire de santé de Dabu. Ces ménages sont dépourvus des moyens et sans aucune assistance. Les PDI manifestent toujours l'intention de rester dans la zone (76% Angumu et 64% Logo) suite au contexte sécuritaire volatile de leurs villages. Il faut noter que le retour semble être difficile pour les PDI ayant fui les inondations des eaux du lac Albert.

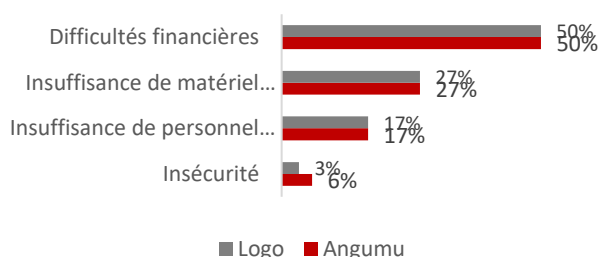
D'après 33% des IC dans la ZS d'Angumu et 92% dans celle de Logo, la situation sécuritaire est relativement calme. Par contre, 33% des IC en ZS d'Angumu ont indiqué que la situation sécuritaire est volatile dans la zone. Elle s'est caractérisée par une augmentation d'abus aux droits à la liberté des mouvements et à la circulation au mois de septembre 2025. On note des cas d'enlèvements des civils par des acteurs armés dans les localités limitrophes du territoire de Djugu. Par ailleurs 50% des IC en ZS d'Angumu et 14% dans celle de Logo, ont indiqué qu'il existe une catégorie des personnes particulièrement vulnérables lors de l'entrave à la liberté des mouvements, il s'agit des filles (67%), des femmes (100%) et des hommes (33%). Les localités riveraines du lac Albert et les villages limitrophes du territoire de Djugu restent les plus affectées par des abus des droits humains pendant les mouvements d'approvisionnement en vivres. Certaines mesures de mitigation ont été développées par les membres de la communauté pour contourner ces obstacles et avoir la liberté de circulation. Il s'agit de paiement des taxes illégales (63%), de l'utilisation des routes dangereuses et le plaidoyer.

6. Accès aux services sociaux de base

Accès aux services : Au mois de septembre 2025, 94% des FGD en ZS d'Angumu et 100% dans celle de Logo ont indiqué que les membres de la communauté ont accès aux services sociaux de base et disposent des connaissances sur l'existence des services. Ces affirmations convergent avec celles du mois précédent dont 95% des FGD en ZS d'Angumu et 100% dans celle de Logo avaient rapporté la même chose.

Santé : En ZS d'Angumu, 44% des IC ont indiqué qu'ils ont difficilement accès à la santé et 100% dans celle de Logo. Dans la ZS de Logo, les difficultés d'accès à la santé demeurent récurrentes depuis plusieurs mois. Les principaux facteurs identifiés sont : les contraintes financières, la longue distance à parcourir pour atteindre les structures sanitaires, l'insuffisance de matériels et de personnel médical et l'insécurité persistante qui a limité l'accès pour les ménages dépourvus des moyens. Dans plusieurs structures sanitaires les soins sont payants. On note la présence de **MSF**, qui assure la prise en charge médicale des enfants de 0 à 15 ans, ainsi que celle de **Première Urgence Internationale (PUI)**, qui intervient spécifiquement en faveur des enfants de 0 à 5 ans et des femmes enceintes dans certaines aires de santé non couvertes par MSF.

Type des problèmes de santé(IC)



Cependant, 63% des IC en ZS d'Angumu et 83% en ZS de Logo ont indiqué que les femmes et filles ont l'accès aux informations sur l'hygiène et la santé de la reproduction.

Education : 100% des IC dans la ZS d'Angumu et 100% dans celle de Logo ont souligné l'accès des enfants à l'éducation et l'existence des centres d'éducation formelle. Cette situation avait été affirmé à 85% par les IC en ZS d'Angumu et 100% dans celle de Logo le mois d'août précédant. Notons que cette éducation formelle est constituée de l'école primaire

formelle publique et privée, de l'école secondaire formelle publique et privée et la formation professionnelle. 50% des IC en ZS d'Angumu et 100% dans celle de Logo ont indiqué qu'il n'y a pas une disparité entre filles et garçons dans l'accès à l'éducation. Il sied de signaler l'accès difficile à l'éducation aux enfants PDI dans la zone d'accueils à la suite de l'insuffisance des espaces dans les écoles. DRC intervient en éducation dans la ZS d'Angumu dans 12 écoles en termes de sensibilisation sur la protection de l'enfant en situation d'urgence, la formation professionnelle des jeunes aux métiers, et l'organisation des cours de récupération pour les enfants qui n'ont pas suivi le programme normal, dans les aires de santé d'Awasi, Chawa-Anjo, Apala, Abiya, Gengere et Apala État, Abira, Uyandu, et Pakala. Dans la ZS de Logo, NRC intervient pour la construction des salles de classe en dur dans l'aire de santé de Dupakenge.

Wash : 41% des FGD dans la ZS d'Angumu et 64% dans celle de Logo ont rapporté n'avoir pas accès à l'eau.

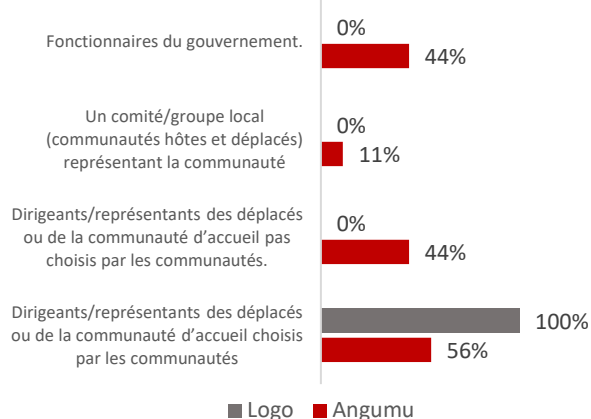
Par contre 59% des FGD en ZS d'Angumu et 36% dans celle de Logo ont indiqué le contraire. Au mois d'août 2025, 21% des IC en ZS d'Angumu et 79% dans celle de Logo ont indiqué que les membres de la communauté n'ont pas accès à l'eau. La problématique d'accès à l'eau dans les deux ZS a été rapporté les deux derniers mois et serait lié à l'augmentation démographique avec l'arrivée des PDI.

Moyens de subsistance : Les IC ont indiqué que les principales sources de revenus dans les ZS d'Angumu et Logo sont les activités champêtres et la pêche. Les membres des communautés sont souvent victimes d'abus et violations des droits humains lors des mouvements vers les champs en territoire de Djugu et lors des mouvements vers le lac Albert sur des barrières qui y sont érigées.

7. Protection communautaire

Au mois de septembre 2025, 78% des IC en ZS d'Angumu et 100% dans celle de Logo ont indiqué qu'il existe dans leurs communautés des représentants ou dirigeants communautaires. Il s'agit des comités locaux (communautés hôtes et déplacés) représentant la communauté et des représentants des déplacés ou de la communauté d'accueil choisis par les communautés.

Les représentants ou dirigeants communautaires (IC)



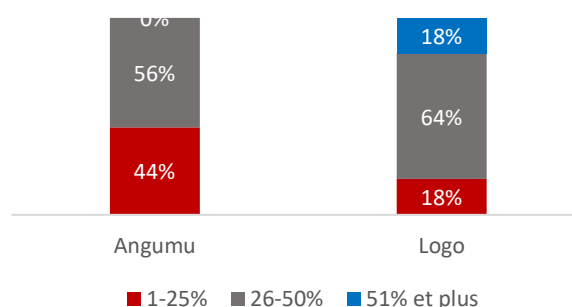
Les IC ont indiqué qu'il existe dans leurs communautés des structures auxquelles des hommes et des femmes participent activement. Ainsi, 75% en ZS d'Angumu et 100% dans celle de Logo ont rapporté que les femmes, filles et garçons se sentent à l'aise pour rapporter des potentiels problèmes de protection au niveau de ces structures. La même situation avait été affirmé par 85% des IC en ZS d'Angumu et 100% dans celle de Logo pour le mois précédent.

Ainsi, concernant la participation des femmes aux comités ou groupes de représentants communautaires, 100% des IC en ZS d'Angumu et 92% en ZS de Logo estiment qu'elle se situe entre 1 et 25% pour Angumu et entre 26 et 50% pour Logo.

Cependant, plusieurs facteurs seraient à la base de la crise de cohabitation entre les communautés dans certaines localités. Il s'agit du vol des produits champêtres par des PDI, de l'instrumentalisation par des

groupes armés et la chercher des intérêts par certains résidents qui favorisent les résidents au détriment des PDI.

Taux approximatif de femmes participant aux comités/groupes de représentants communautaires (IC)



Cependant, les IC ont indiqué à 67% en ZS d'Angumu et 42% dans celle de Logo qu'ils ont eu des rencontres avec des travailleurs humanitaires et services étatiques dans leurs communautés au cours de trois derniers mois. Le mois précédent, 62% des IC dans la ZS d'Angumu et 50% dans celle de Logo avaient indiqué la même chose. Notons qu'il existe une faible présence des acteurs humanitaires dans les ZS d'Angumu et Logo, ce qui justifient le faible pourcentage du taux de rencontre des membres de la communauté avec les acteurs humanitaires. Il faut noter que les deux ZS ont été affectées par plusieurs vagues de mouvement des populations avec des besoins multisectoriels.

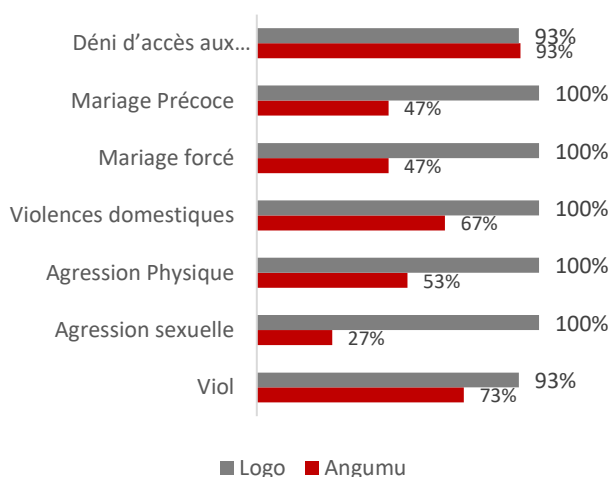
Selon 88% des IC en ZS d'Angumu et 83% dans celle de Logo, au cours des rencontres avec ces acteurs, il n'y a pas eu de problème de communication.

Les IC ont indiqué la présence des structures communautaires de protection dans leurs localités, à savoir les comités de protection, les Réseaux communautaires pour la protection de l'enfance et des structures féminines oeuvrant dans la protection.

8. Violences Basées sur le Genre

Au mois de septembre 2025, **100% des IC en ZS d'Angumu et 50% dans celle de Logo ont indiqué avoir eu des connaissances sur des cas des VBG dans leurs communautés.** Cette situation a été également rapportée le mois précédant dont 77% des IC en ZS d'Angumu et 100% dans celle de Logo ont affirmé la même chose. Cependant, les FGD ont indiqué quelques problèmes VBG les plus documentés dans la communauté dont le viol, le mariage précoce, le déni des ressources, l'agression physique, l'agression sexuelle et le mariage forcé. Ces VBG sont également commises par des partenaires intimes (violences domestiques).

les problèmes/risques aux quels les femmes sont confrontées dans cette communauté (IC)



Cependant, les résultats du Monitoring de protection ont rapporté **18 incidents VBG dont 33% des viols.** On note une diminution de 4% comparativement au mois précédent dont les acteurs armés seraient les principaux auteurs. Le taux de réduction de 4% se justifierait par le renforcement des activités de prévention par des acteurs locaux (structures communautaires de protection) qui ont apporté un changement d'attitudes et de comportement. L'instabilité sécuritaire dans les zones d'approvisionnement en vivres, la faible présence d'acteur dans la prévention des VBG, l'accès difficile aux services de soutien ainsi que des normes culturelles auraient favorisé l'exposition des femmes aux VBG dans les zones de santé de Logo et Angumu. Toutes les survivantes de viol ont reçu une prise en charge médicale

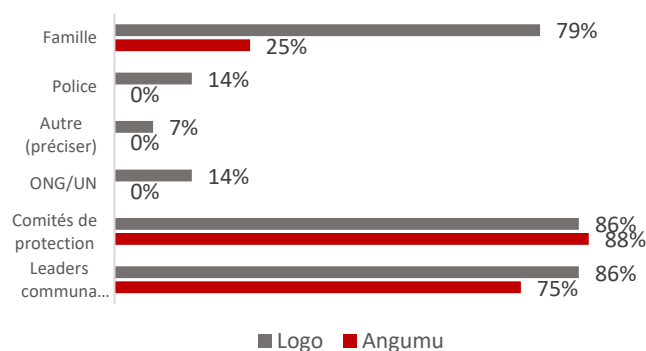
et ont été intégré dans le processus de gestion des cas par l'équipe protection de DRC.

Les IC ont indiqué à 44% dans la ZS d'Angumu et 33% dans celle de Logo qu'il existe certaines catégories des personnes particulièrement exposées aux risques de VBG. Il s'agit des filles pratiquant le sexe de survie, des filles cheffes des ménages, des femmes âgées, des femmes handicapées, des filles mères sans soutien familiale et des femmes cheffes des ménages.

Il a été rapporté que les chemins qui mènent vers les champs sont des zones dangereuses et qui exposent les femmes aux VBG. Notons qu'il existe, d'après les IC, quelques services d'appui et de prévention aux victimes des VBG dans les ZS d'Angumu et Logo dont l'assistance médicale, la gestion des cas individuels, les kits de dignités et la sensibilisation.

Par ailleurs, 56% des IC dans la ZS d'Angumu et 100% dans celle de Logo pensent que les survivant.e.s ont accès à ces services. Il a été indiqué par les FGD que pour chercher des solutions à leurs problèmes, certaines femmes s'orientent vers les comités de protection, les leaders communautaires, des ONG et la famille.

Lieux de recherche de solution par les femmes

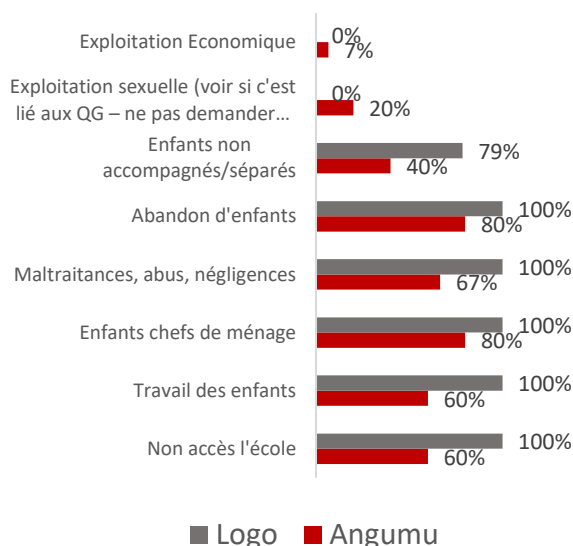


Les IC ont indiqué qu'il existe des endroits où les femmes et filles se sentent en insécurité et exposées aux VBG. Il s'agit principalement des chemins qui mènent vers les champs et vers les marchés. Il s'agit des localités limitrophes du territoire de Djugu pour la ZS de Logo et les camps de pêche pour la ZS d'Angumu.

9. Protection de l'enfance

D'après les FGD et les IC, les enfants sont confrontés à plusieurs problèmes de protection dans les deux ZS (Angumu et Logo). On peut citer le travail des enfants, des enfants chefs des ménages, les VBG à leur égard, de leur négligence, abandon d'enfants, de la non scolarisation, de la séparation familiale et de leur exploitation économique.

les problèmes de protection auxquels sont confrontés les enfants dans votre communauté (FG)



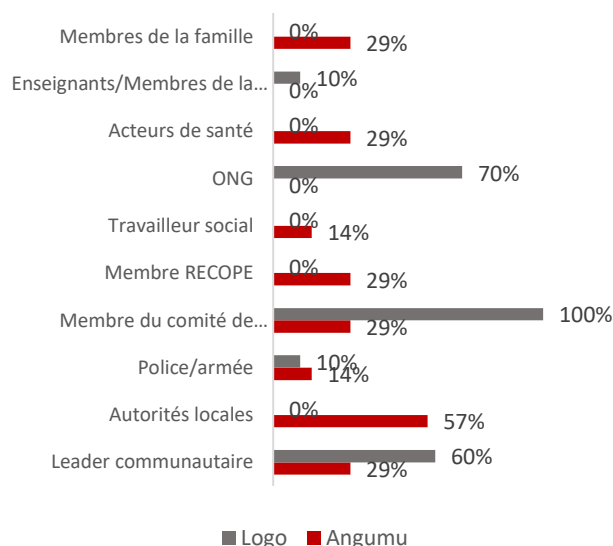
Il a été rapporté une fréquence de ces problèmes de protection de l'enfant chaque semaine par 59% des FGD dans la ZS d'Angumu et 100% dans celle de Logo. Par contre, 35% des FGD en ZS de Logo pensent que les enfants sont confrontés à ces problèmes chaque mois. En septembre 2025, 3 violations spécifiques aux droits de l'enfant ont été enregistrés soit 3% des violations des droits qui ont été documentés au cours du mois.

Les FGD ont indiqué que les problèmes de protection de l'enfant sont généralement gérés par les leaders communautaires, les leaders religieux, les comités de protection, la police et la famille. Il sied de noter que ces structures présentent certaines lacunes en matière de protection de l'enfant car n'ayant pas une expérience approfondie en la matière. D'où il y a la nécessité de

renforcement de leurs capacités pour une bonne prise en charge.

Ainsi, 31% des FGD en ZS d'Angumu et 54% dans celle de Logo estiment que cette gestion expose les enfants à des risques de protection. Par contre, 31% des FGD en ZS d'Angumu et 46% dans celle de Logo ont indiqué qu'il n'y a aucun risque de protection lié à cette gestion des problèmes de protection de l'enfant. Notons que la faible expertise de ces acteurs en protection de l'enfant et le nombre insuffisant d'acteurs dans ce secteur augmente les risques de protection.

Endroits où les enfants s'orientent pour les services (IC)



Au cours des entretiens individuels, les IC ont rapporté à 89% en ZS d'Angumu et 100% dans celle de Logo qu'il existe des enfants qui s'étaient séparés de leurs familles biologiques pendant les déplacements. La même situation a été rapporté à 85% en ZS d'Angumu et 67% dans celle de Logo pour le mois précédent. Notons que cette situation de séparation familiale est récurrente dans les zones affectées par des conflits armés et particulièrement les localités limitrophes du territoire de Djugu. On note la présence de la DIVAS (Division des affaires sociales) dans l'IDTR en territoire de Mahagi et AJEDEC (partenaire de DRC) dans la fourniture de la réponse en recherche et réunification familiale dans certaines aires de santé de la ZS d'Angumu.

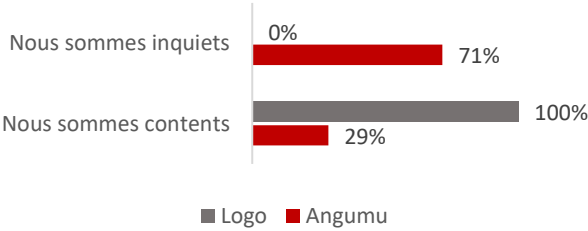
12. Cohésion sociale.

En ZS d’Angumu, 29% des IC et 100% dans celle de Logo ont rapporté qu’ils sont contents de la présence des PDI dans leurs localités. La même situation a été renseignée le mois d’aout précédant. Par contre, 71% des IC en ZS d’Angumu sont inquiets de la présence des PDI dans leur zone. Cela se justifierait par le séjour prolongé des PDI en provenance des localités riveraines du lac Albert. Le retour pour ces familles est incertain à la suite de la montée des eaux du lac Albert.

Une crise de cohabitation entre la communauté Lendu et Alur serait signalé au village Ajupabok sur la limite entre les deux territoire (Djugu et Mhagi). Cette situation résulterait d’un cas de meurtre d’une femme de la communauté Lendu par des inconnues dont son corps avait été retrouvé jeté en brousse à Dudra. La communauté de la défunte reprocherait l’autre partie d’avoir orchestré ce meurtre. Dès lors, un climat de méfiance règne entre les deux parties. Des risques

d’implication d’acteurs armés non étatiques dans ce conflit sont à craindre.

Perception de la communauté sur la présence de PDI (IC)



Les IC ont rapporté à 100% dans la ZS d’Angumu et 100% dans celle de Logo que les membres de la communauté hôte apportent un soutien aux PDI. Ce soutien s’exprime à travers l’hébergement à titre gratuit, la location des parcelles, les dons des vivres et des articles ménagers essentiels.

Pour plus d'informations ou questions sur ce rapport ou les programmes de DRC en République Démocratique du Congo, veuillez contacter :

William Arnaud Tokam, Protection coordinator, william.wafo@drc.ngo



Fondé en 1956, le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) est la plus grande ONG internationale du Danemark, avec une expertise spécifique dans le domaine des déplacements forcés. DRC est présent dans près de 40 pays et emploie 7 500 personnes dans le monde.

DRC défend les droits des communautés touchées par les déplacements et leur propose des solutions, et fournit une assistance à tous les stades du déplacement : En cas de crise aiguë, en exil, lors de l'installation et de l'intégration dans un nouveau lieu, ou lors du retour. DRC aide les personnes déplacées à devenir autonomes et à s'intégrer dans les sociétés d'accueil. DRC travaille avec la société civile et les autorités responsables pour promouvoir la protection des droits et l'inclusion.

Nos 6 200 volontaires au Danemark font une différence inestimable dans les activités d'intégration à travers le pays.

Le code de conduite de DRC est au cœur de notre mission organisationnelle et DRC vise les normes éthiques et professionnelles les plus élevées. DRC a été certifié comme répondant aux normes de qualité les plus élevées conformément à la norme humanitaire de base sur la qualité et la responsabilité.

SAR la princesse héritière Mary est la marraine de DRC.

Pour en savoir plus sur ce que nous faisons, visitez : www.drc.ngo